

## CDPISP - Modèle d'échange de renseignements - Septembre 2020

*L'échange de renseignements s'est effectué en prévision de la réunion du CDPISP de septembre 2020.*

*Il est interdit de partager les renseignements contenus dans ce document sans l'approbation de l'administration membre (auteur).*

Administration : Colombie-Britannique		Personne-ressource
<b>1. Réalisations :</b> Soulignez brièvement les réalisations, les progrès et les jalons importants en matière de GI-TI atteints au sein de votre administration durant les 6 à 12 derniers mois.		
<b>Services de communication et de collaboration de réseau</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nuage – Nous avons retenu les services de Microsoft pour nous aider dans notre gouvernance d'hébergement de Microsoft. Le projet comprend un certain nombre d'ateliers visant à établir un bon modèle de travail pour tous les abonnements, y compris la préparation d'une expansion d'Office365 et la transition des charges de travail vers notre environnement Azure.</li> <li>Nous avons construit six nouveaux emplacements d'Emergency Management BC à disponibilité élevée à l'échelle de la province. Ces environnements sont dotés de multiples points de résilience à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments, ainsi que de la capacité de fonctionner de manière entièrement autonome, si jamais toutes les connexions sont perdues.</li> <li>Modernisation du service vocal – En date de juillet 2019, plus de 25 000 lignes téléphoniques analogiques originales sont passés à la technologie Microsoft Unified Communications (combinaison de Skype et de MS-Teams) afin d'améliorer la communication avec les employés du gouvernement et les citoyens.</li> <li>SharePoint – Nous avons lancé un environnement SharePoint 2016 très disponible dans lequel nous avons fait passer l'ancien système 2010. Cela réduira considérablement l'incidence et la durée des pannes dans les activités du gouvernement.</li> </ul>	<b>Dwayne Robinson</b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La transition d'Exchange 2013 à 2016, puis hybride vers Exchange Online, est terminée à 90 %. Cela nous permettra d'accroître notre résilience, de raccourcir la durée des pannes et de réduire leur incidence, et d'étendre davantage les fonctions d'Office 365.</li> <li>• Connectivité Wi-Fi – Nous sommes en voie d'étendre considérablement l'accès Wi-Fi du gouvernement. Cette initiative comprend le déploiement et l'expansion afin d'inclure une couverture complète pour chacun des bureaux du gouvernement, ainsi que pour plusieurs entités du secteur public élargi.</li> <li>• Connectivité à distance - Depuis le printemps 2019, nous assurons un accès RPV à distance aux 35 000 employés du gouvernement de la Colombie-Britannique à titre d'offre normalisée.</li> <li>• Nous offrons ce que nous appelons une « trousse de bureau », un appareil spécialisé qui nous permet d'installer un de nos ordinateurs mobiles à n'importe quel endroit et d'établir rapidement la connexion avec le réseau du gouvernement pour avoir accès à toutes ses ressources.</li> </ul> <p>** Les capacités mentionnées dans les points énumératifs ci-dessus jouent un rôle important dans notre capacité de poursuivre notre fonctionnement advenant une catastrophe. **</p>	
<b>Gestion des services</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuite de la mise en œuvre de ServiceNow comme outil de gestion des services de TI au sein des services d'entreprise du BDPI – permettant la transformation de la prestation des services. Utilisation de méthodes agiles pour apporter des changements, en commençant par les services de grande valeur : gestion des incidents et des problèmes, et services axés sur l'utilisateur (portail, catalogue/demande et exécution).</li> <li>• Regroupement de toute la gestion des incidents sur la plateforme ServiceNow pour améliorer la visibilité et l'expérience client.</li> <li>• Mise en œuvre de la gestion du changement pour les TI sur la plateforme ServiceNow. Cela remplace un système existant (de plus de 15 ans) par une</li> </ul>	<b>Terry Whitney</b>

	<p>fonctionnalité plus moderne et rigoureuse, et prépare le terrain pour une participation accrue des clients.</p>	
<p><b>Services d'hébergement gérés</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Négociation avec ESIT Advanced Solutions d'un renouvellement de trois ans des services d'hébergement gérés destinés à la province et aux entités du secteur public élargi, du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 31 mars 2024.</li> <li>• Négociation avec ESIT Advanced Solutions d'un renouvellement de deux ans des services d'impression gérés destinés à la province et aux entités du secteur public élargi, du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2022.</li> </ul>	<p><b>Stuart Restall</b></p>
<p><b>Programme de mise à jour des technologies en milieu de travail</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à niveau en cours d'environ 34 000 postes de travail à l'échelle du gouvernement pour fournir aux employés du nouveau matériel plus rapide, le système d'exploitation Windows 10 et Office 365. Achievé à plus de 85 %. Le programme compte porter à au-delà de 75 % le nombre d'appareils mobiles (ordinateurs portatifs et tablettes) déployés, et nous prévoyons le terminer au début de 2020.</li> <li>• Le Programme de mise à jour des technologies en milieu de travail a subi une interruption en mars 2020 en raison de la COVID-19 et des nouveaux protocoles de distanciation sociale qui ont amené la majorité des ETP du gouvernement à travailler à domicile. Toutefois, les activités de mise à jour des postes de travail ont continué dans le cadre des priorités autour de la COVID-19, où de nouvelles technologies sont nécessaires pour assurer le maintien des services gouvernementaux essentiels ainsi que des protocoles de distanciation sociale. Par exemple, aider le ministère de la Justice dans son initiative de virtualisation des tribunaux.</li> </ul>	<p><b>Kirsten McCaig</b></p>

<b>Sécurité de l'information</b>	<p>Réalisation d'un important projet d'infrastructure destiné à assurer une disponibilité maximale et une redondance minimale dans le cadre des sites d'accès Internet et entre eux.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Achèvement de la mise à niveau pluriannuelle de l'infrastructure d'identité pour assurer une gestion intégrée de l'accès à tous les biens du gouvernement.</li> <li>• Examen annuel de la sécurité de l'information terminé en juin pour autoévaluer la maturité de la sécurité dans l'ensemble des ministères et dégager les points à améliorer.</li> <li>• Intégration des clients à la plateforme d'analyse de la sécurité des mégadonnées afin de remplacer les solutions existantes.</li> <li>• Achèvement du projet de biométrie des centres correctionnels visant à authentifier le personnel de façon sécurisée.</li> <li>• Publication d'une nouvelle norme d'évaluation des risques, d'outils de travail et de formation.</li> <li>• Achèvement de la mise en œuvre du projet de visibilité des logiciels malveillants afin d'obtenir la visibilité maintenant essentielle du trafic malveillant chiffré.</li> </ul>	<b>Gary Perkins</b>
<b>Principes numériques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À la fin de 2019 et au début de 2020, le BDPI a dirigé l'élaboration conjointe de nouveaux principes numériques à l'intention du gouvernement de la Colombie-Britannique. La version 1.0 intègre les commentaires des employés de la fonction publique de la Colombie-Britannique et des membres de la collectivité dans son ensemble.</li> <li>• Les principes numériques visent à guider le travail des fonctionnaires et des fournisseurs partenaires individuels alors que la province de la Colombie-Britannique continue d'évoluer vers un gouvernement numérique. Cela comprend tout, du travail quotidien des personnes jusqu'à la conception, à l'élaboration et à la fourniture de produits et services numériques.</li> </ul>	<b>Jaimie Boyd/Joel Fairbairn</b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'élaboration des principes s'est effectuée conjointement et de façon transparente, et la version 1.0 est maintenant accessible en ligne à l'adresse <a href="https://digital.gov.bc.ca/digital-principles">https://digital.gov.bc.ca/digital-principles</a>.</li> <li>• Les principes comprennent les suivants :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Offrir de la valeur aux Britanno-Colombiens et cultiver la confiance</li> <li>○ Concevoir avec les gens et intégrer l'inclusion</li> <li>○ Intégrer l'éthique</li> <li>○ Apprendre et améliorer continûment</li> <li>○ Travailler en toute transparence</li> <li>○ Adopter une approche écosystémique</li> <li>○ Prendre soin des renseignements et des données</li> <li>○ Gérer les risques proportionnellement</li> <li>○ Former des équipes diversifiées, et établir et renforcer des capacités internes</li> <li>○ Exprimer la conscience et le respect de la culture et de l'histoire</li> </ul> </li> </ul>	
<b>Politique sur la gestion de l'information gouvernementale (PGIG)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le BDPI a lancé cette nouvelle politique pangouvernementale en juin 2020.</li> <li>• La PGIG aide les ministères de la C.-B. à comprendre leurs obligations de haut niveau en matière de GI et à moderniser leurs pratiques de GI conformément à la <a href="#">Loi sur la gestion de l'information</a>.</li> </ul> <p>On a établi et mis en place les exigences stratégiques pour le cycle de vie complet de l'information, depuis la création et l'utilisation jusqu'à la conservation, l'entreposage, la cession et l'élimination, en passant par la classification, l'ordonnancement et l'évaluation.</p>	<b>Susan Laidlaw/Joel Fairbairn</b>
<b>Norme sur la numérisation de l'information gouvernementale (DGIS)</b>	<p>La Colombie-Britannique a adopté une nouvelle <a href="#">norme sur la numérisation de l'information gouvernementale</a> (DGIS) et un <a href="#">guide</a> connexe régissant la transformation des documents d'un format physique à un format numérique d'une manière qui serait défendable devant un tribunal. La PGIG et la DGIS aident à moderniser la façon dont les ministères gèrent leur information, et tiennent compte des normes et des pratiques exemplaires internationales.</p>	<b>Susan Laidlaw</b>

<b>Mises à jour de la politique d'utilisation appropriée (PUA)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le document sur l'utilisation appropriée de l'information gouvernementale et de la technologie de l'information (aussi appelée Politique sur l'utilisation appropriée ou PUA) énonce les exigences que tous les employés du gouvernement de la C.-B. doivent absolument respecter lorsqu'ils accèdent à l'information gouvernementale, la gèrent et utilisent les ressources de TI du gouvernement.</li> <li>• La PUA n'a pas fait l'objet de mise à jour depuis son lancement en 2014. Le BDPI a dirigé les efforts afin de mettre à jour ouvertement la présente politique, avec l'apport des intervenants.</li> <li>• On a partagé une ébauche de la Politique à jour en mai 2020 par voie de GitHub; elle a fait l'objet de plus de 100 commentaires de la part d'employés du gouvernement de la Colombie-Britannique. Cette rétroaction a été intégrée à une nouvelle ébauche, et la version 2.0 devrait être lancée en septembre 2020.</li> <li>• Les principales modifications apportées à la PUA comprennent les suivantes :             <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Réorganisation avec un plus grand nombre de liens vers des renseignements contextuels pertinents</li> <li>○ Accentuation du contenu numérique</li> <li>○ Mise à jour de la définition de « milieu de travail »</li> <li>○ Section simplifiée portant sur les rôles et responsabilités</li> </ul> </li> </ul>	<b>Joel Fairbairn</b>
<b>Protection des renseignements personnels</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On a émis un <a href="#">arrêté ministériel</a> en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée</i> (FOIPPA) afin de favoriser l'utilisation d'outils de collaboration et de communication pendant la pandémie. La réalisation de cet arrêté visait à aider les fonctionnaires qui travaillent à distance, faciliter la prestation de services en ligne aux citoyens et le maintien de mesures constructives en matière de santé publique.</li> </ul>	<b>Matt Reed</b>
<b>Services aux entreprises</b>	<p>BC Registries and Online Services (Registries) entreprend une démarche de modernisation par phases, et tire parti de méthodologies agiles afin de créer une expérience de service simple et homogène au profit des entreprises. Le résultat global est une redoutable efficacité organisationnelle et opérationnelle, et une meilleure expérience pour les citoyens, y compris une meilleure relation entre le gouvernement et les citoyens tirant parti des initiatives suivantes :</p>	<b>Carol Prest</b>





- Modernisation des applications : BC Registries a entrepris une initiative de modernisation qui vise à remplacer et à améliorer les applications de service et sous-jacentes servant aux registres des sociétés, des biens personnels et des maisons préfabriquées, ainsi qu'à rehausser l'expérience de service afin de faciliter les interactions des citoyens et des entreprises avec le gouvernement.
- Mobilisation – Le personnel, les intervenants, les partenaires et les utilisateurs finaux de BC Registries ainsi que les ministères collaborateurs continuent de participer à des discussions afin d'envisager un avenir et une direction pour le progiciel d'applications des registres. Le travail de conception itérative des services se poursuivra à l'appui de cette vision axée sur le cheminement des clients en matière de services.
- Lancement de sociétés d'intérêt social : Le 30 juin 2020, BC Registries a lancé une application permettant la constitution de sociétés d'intérêt social, un nouveau type d'entité juridique. Une société d'intérêt social est une société à but lucratif qui s'engage à promouvoir un intérêt public. L'application fait fond sur le travail d'élaboration déjà entrepris dans le cadre de l'initiative de modernisation organisationnelle des registres.
- Service d'accès aux registres plurigouvernementaux (SARP) : Le 29 juin 2020, BC Registries a mis en œuvre des changements à l'appui du nouveau Service d'accès aux registres plurigouvernementaux. Cette nouvelle solution remplace l'actuel mécanisme d'échange de renseignements par les registres des autres provinces et donne suite à l'engagement pris dans le cadre du New West Partnership Trade Agreement (accord commercial du nouveau partenariat de l'Ouest).
- Services d'authentification : On a créé une nouvelle option d'ouverture de session qui donne accès à la nouvelle application BC Registry aux utilisateurs non résidents de la Colombie-Britannique. La carte de services de la C.-B. (BC Services) est l'option privilégiée d'ouverture de session pour les résidents de la

	<p>C.-B., mais les non-résidents de la C.-B. peuvent maintenant y avoir accès en obtenant un affidavit d'identité notarié et en utilisant la combinaison d'une authentification à deux facteurs et d'un compte d'identification de la C.-B. BCeID. Cette solution améliore la sécurité et continue de renforcer la vérification de l'identité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Réponse à la COVID-19 : Pour appuyer la réponse de la province à la COVID-19, BC Registries a effectué un certain nombre de changements opérationnels et techniques, dont l'élaboration d'un robot conversationnel d'aide numérique en ligne à l'échelle du gouvernement pour les questions liées à la COVID et l'octroi de prolongations aux entreprises constituées en société, aux associations coopératives et aux sociétés qui désirent reporter leur assemblée générale annuelle (AGA) pendant un certain temps pour se conformer aux recommandations du médecin-hygiéniste provincial.</li> </ul>	
<b>Justificatif d'identité de citoyen : Carte de services de la Colombie-Britannique (BC Services)</b>	<p>Le projet de non-concordance des noms a remporté un vif succès grâce aux améliorations apportées jusqu'à présent, et les équipes partenaires continuent d'étudier des solutions pour mieux soutenir les citoyens dans des scénarios de non-concordance de noms plus compliqués.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer de codiriger le flux de travail des principales priorités de la gestion pancanadienne de l'identité pour les Conseils mixtes :             <ul style="list-style-type: none"> <li>Installation du gestionnaire du Programme d'identité numérique par voie d'une entente d'échange entre la C.-B. et l'ISAC</li> </ul> </li> <li>Lancement complet de Verify by Video en juin 2019 pour effectuer la vérification de l'identité au moyen d'un clavardage vidéo mobile. Une vidéo en direct met la personne en contact avec un agent de Service BC dans le cadre d'un appel vidéo ayant pour but de vérifier son identité. Il y a ensuite configuration de la carte mobile BC Services de la personne sur l'appareil mobile pendant l'appel afin qu'elle puisse accéder aux services gouvernementaux en ligne.</li> </ul>	<b>Sophia Howse</b>



- Une nouvelle fonction, Verify by Send Video (vérification de l'identité par l'envoi d'une vidéo) a été mise en œuvre en avril 2020 pour traiter des volumes croissants d'activations de carte mobile BC Services entraînés par la pandémie de la COVID-19. La fonction Verify by Send Video permet à une personne d'enregistrer une courte vidéo d'elle-même et de la soumettre en tout temps à Service BC. Par la suite, un représentant du service à la clientèle de Service BC examine la vidéo, vérifie l'identité de la personne selon les mêmes normes rigoureuses qui s'appliquent à un appel vidéo en direct ou à une visite en personne, et envoie un courriel de confirmation au citoyen dans un délai d'un ou deux jours ouvrables.
- Les travaux ont débuté sur la première phase de la stratégie BCeID pour moderniser l'ensemble de produits BCeID. Les travaux initiaux mèneront au retrait de Personal BCeID et à la transition de ces clients vers l'utilisation de la carte BC Services au besoin.
- Utilisation du BC Developers Exchange pour réaliser une composante libre-service autorisée, par l'entremise de laquelle le secteur public élargi peut créer et mettre à l'essai des applications utilisant la carte BC Services à titre d'identité numérique émise par le gouvernement.
- **Intégration récente de programmes ministériels à la carte BC Services (justificatif d'identité de citoyen de la Colombie-Britannique) :**
- Mon dossier Service Canada et Agence du revenu du Canada (ARC) : Les résidents de la Colombie-Britannique peuvent utiliser une identité numérique vérifiée associée à leur carte BC Services pour accéder aux services en ligne offerts par Emploi et Développement social Canada (EDSC) et l'ARC. L'accès aux services en ligne englobera ceux qui se rattachent à Mon dossier Service Canada d'EDSC, comme l'assurance-emploi, la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada, ainsi que les services reliés à Mon dossier de l'ARC, comme les renseignements personnels sur l'impôt sur le revenu et les prestations.



- Ministry of Citizens Services (ministère des services aux citoyens) – SBC Prendre rendez-vous : Les citoyens utilisateurs ont la possibilité de naviguer jusqu'à l'application en ligne, de trouver l'emplacement de Service BC le plus près, de choisir parmi les services et les plages horaires disponibles afin de fixer rendez-vous, et de s'authentifier au moyen de leur carte de services de la Colombie-Britannique. L'utilisateur peut alors ouvrir une session dans l'application pour confirmer, modifier ou annuler ses rendez-vous, au besoin. Cette application permet également d'aviser les gens de l'annulation d'un rendez-vous en raison de la fermeture d'un bureau.
- Ministère du Procureur général – Examen du casier judiciaire : Les résidents de la Colombie-Britannique peuvent utiliser leur carte BC Services pour effectuer en complète sécurité une vérification numérique d'un casier judiciaire en ligne. Cela comprend les programmes qui exigent une vérification du casier judiciaire au début de l'emploi, ainsi que ceux qui en exigent une dans le cadre d'un titre de compétence permanent, comme les enseignants et les conseillers qui travaillent auprès de populations vulnérables.
- Ministère du Procureur général – Aide en ligne au divorce : Les résidents de la C.-B. peuvent utiliser leur carte BC Services en ligne afin de remplir la demande et les documents requis pour déposer une requête en divorce, conformément aux critères approuvés.
- Ministère des Services aux citoyens – Demande d'accès à l'information en ligne : Les résidents de la C.-B. peuvent utiliser leur carte BC Services en ligne pour s'identifier en toute sécurité et recevoir électroniquement les documents produits par le gouvernement dans le cadre d'une demande individuelle (personnelle) d'accès à l'information.
- Ministère de la santé – Accès des citoyens à la VIHA : Les résidents de la C.-B. peuvent utiliser leur carte BC Services pour interagir en toute sécurité avec les

services de santé aux patients offerts par la Vancouver Island Health Authority (régie de la santé de l'île de Vancouver), comme la prise de rendez-vous et la messagerie sécurisée entre le patient et son équipe de soins.

- **Intégration actuelle des programmes provinciaux à la carte BC Services (justificatif d'identité de citoyen de la Colombie-Britannique) :**
- Ministère de la santé – Accès des citoyens à la PHSA : Les résidents de la C.-B. peuvent utiliser leur carte BC Services pour interagir en toute sécurité avec les services de santé aux patients offerts par la Provincial Health Services Authority (régie des services de santé provinciale), comme la déclaration des vaccins obtenus dans des cliniques privées.
- Ministère de l'éducation – Obtenir mon numéro d'éducation personnel (PEN) : Les élèves peuvent utiliser leur carte BC Services en ligne pour trouver leur numéro d'éducation personnel (PEN) s'ils ne le connaissent pas. Le PEN sert à présenter des demandes d'admission à des programmes d'études postsecondaires et d'aide aux étudiants.
- Ministère de l'éducation – Relevés de notes des étudiants : Les étudiants peuvent utiliser leur carte BC Services en ligne pour demander leurs relevés de notes d'école secondaire et les faire envoyer électroniquement pour étayer leur demande d'admission à des programmes d'études postsecondaires.
- Ministère de l'enseignement supérieur, des compétences et de la formation – Aide aux étudiants à temps partiel : Les étudiants à temps partiel peuvent utiliser leur carte BC Services en ligne pour déposer une demande d'aide aux étudiants. À l'heure actuelle, seuls les étudiants à temps plein peuvent utiliser le portail d'aide aux étudiants existant (lancé); le succès de ce programme a mené le ministère de l'enseignement supérieur à élargir son partenariat avec la carte BC Services afin de permettre aux étudiants à temps partiel d'y participer.



- Ministère des transports – Service Vehicle Safety BC (VSBC) (sécurité des véhicules de la C.-B.) : Les résidents de la C.-B. qui ont reçu un certificat d'inspection de véhicule émis par le programme d'inspection de véhicules pourront ouvrir une session en ligne à l'aide de leur carte BC Services pour soumettre des rapports d'inspection de véhicule, demander le renouvellement de leur certificat d'inspection de véhicule et demander la mise à jour de leur profil de certificat d'inspection de véhicule.
- Ministère de la sécurité publique et du solliciteur général (Emergency Management BC) – Services de soutien en cas d'urgence : Les habitants de la Colombie-Britannique obligés de quitter leur domicile en raison d'un incendie, d'une inondation, d'un tremblement de terre ou d'une autre urgence pourront recevoir des services de soutien d'urgence pendant une période maximale de 72 heures. Les services pourront comprendre la nourriture, l'hébergement, les vêtements, le soutien affectif, l'information sur la crise et la réunification des familles. Les personnes évacuées s'inscriront elles-mêmes avec leur carte BC Services pour recevoir un soutien direct sous forme de paiement afin de décider comment elles peuvent acheter des articles elles-mêmes plutôt que de recevoir des bons, afin d'améliorer la rapidité d'admission et l'expérience globale.
- Ministère du procureur général – Programmes de sécurité : Les personnes peuvent utiliser leur carte BC Services pour interagir en toute sécurité avec la division des programmes de sécurité afin d'obtenir des services qu'elle gère, comme le Pill Press Registry (registre des comprimés), le Body Armour Registry (registre des équipements de protection individuelle) et d'autres.
- Secteur public élargi : WorkSafe BC (commission d'indemnisation des accidents de travail), Land Title Survey Authority (régie des titres fonciers et du lotissement des terres) et BC Assessment (autorité évaluatrice de la Colombie-Britannique) en sont tous aux premières étapes de la mobilisation visant à permettre aux utilisateurs potentiels d'accéder à leurs services en ligne existants.

- Ministère des forêts, des terres, de l'exploitation des ressources naturelles et du développement rural – Portail de services en ligne relatifs aux ressources naturelles : Centralisation des activités liées aux ressources naturelles pour les résidents et le personnel de la Colombie-Britannique lorsqu'ils font des affaires dans le secteur. Les clients pourront présenter une demande en ligne pour effectuer une activité dans le secteur, payer les frais de demande en ligne et suivre les progrès de leur demande.
- Ministère de l'enseignement supérieur, des compétences et de la formation – Portail des clients de StudentAid BC : L'initiative de modernisation de l'aide financière aux étudiants est un projet à phases multiples qui répond aux attentes des étudiants et des établissements d'enseignement postsecondaire en matière d'expériences de service simples, uniformes et personnalisées associées à l'aide financière aux étudiants. Un étudiant recherchant de l'aide financière pourra présenter une demande de prêt étudiant en visitant le nouveau site Web du portail des clients, qui remplacera l'actuel site Web StudentAid BC. L'étudiant aura l'option de s'inscrire et de créer son profil de client à l'aide de la carte BC Services ou d'un code d'identification BCeID de base.
- Ministère des finances – Portail PayBC : Les Britanno-Colombiens pourront utiliser leur carte BC Services afin de consulter leurs antécédents financiers en toute sécurité auprès des services de comptabilité pangouvernementaux par voie du portail PayBC. PayBC est une plateforme de portail Web qui transformera la façon dont les citoyens et les entreprises interagissent avec le gouvernement sur le plan financier. Les utilisateurs auront accès en ligne à une plateforme libre-service efficace, évolutive et pratique pour faire des demandes de renseignements financiers, examiner les montants dûs aux ministères gouvernementaux participants ou recevables d'eux et gérer les transactions de paiement en ligne.

Ville de Kelowna – Compte de propriété : Les Britanno-Colombiens pourront utiliser leur carte BC Services pour accéder en toute sécurité à leur compte immobilier de la ville de

	<p>Kelowna. Les résidents de Kelowna peuvent actuellement accéder à leurs factures de services publics et d'impôt foncier, et l'expansion future de cette plateforme permettra aux utilisateurs d'accéder à des services supplémentaires, y compris la demande et le paiement de permis et de licences d'entreprise.</p>	
<p><b>Expérience numérique</b></p>	<p>En tirant parti des outils, des processus et des méthodologies existants et nouveaux pour appuyer une intervention rapide en réponse à la pandémie de la COVID-19, nous continuons de déployer des efforts interministériels afin d'apporter des améliorations tangibles à l'expérience de service des Britanno-Colombiens, en nous fondant sur sept années de recherches centrées sur la personne et axées sur les Britanno-Colombiens. Pour aider les gens à comprendre les programmes et services gouvernementaux en rapport avec la COVID-19, mais non reliés à la santé, nous avons lancé un « site » de regroupement de contenu dans la section <a href="https://gov.bc.ca/covid19">gov.bc.ca/covid19</a>. Pour aider le gouvernement à comprendre les gens, nous avons centré nos énergies sur notre plateforme de mobilisation du public afin d'améliorer la portée de la mobilisation en ligne et d'offrir une plus grande accessibilité aux outils en ligne. Plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation d'une équipe décentralisée « d'équipes » au sein de notre ministère et à l'échelle des ministères pour aider à coordonner, à concevoir et à rédiger le contenu du site (<a href="#">voir le cybercarnet</a>).</li> <li>• Création de contenu en ligne sur les « parcours de service » pour aider les citoyens à naviguer à travers leur expérience de service.</li> <li>• Établissement de cycles de recherche en conception, y compris les outils nécessaires pour le faire à distance (formulaire de consentement en ligne, cartes-cadeaux électroniques), auprès de publics généraux et ciblés (par exemple, la communauté des personnes handicapées) afin d'améliorer le contenu précis des pages Web sur la COVID-19.</li> </ul>	<p><b>David Hume</b></p>



- Mise en œuvre d'un pipeline de données d'analyse fondé sur Snowplow et Looker (auprès du fournisseur d'informatique en nuage canadien) pour acquérir des données sur les transactions de service afin d'apporter des améliorations fondées sur des données factuelles et probantes aux services, tant en ligne que hors ligne, en rassemblant des données sur les interactions entre le Web, les appels et les services en personne.
- Mise en œuvre d'une solution de formulaires numériques d'entreprise (tirant parti des formulaires Orbeon) visant à améliorer l'expérience des demandeurs en matière d'accès aux services.
- Déploiement dans le site Web gov.bc.ca d'un robot virtuel de « démonstration de faisabilité » destiné à aider à répondre aux questions des citoyens sur la COVID-19 n'ayant aucun rapport avec la santé.
- Remplacement de la technologie de recherche d'entreprise (Mindbreeze) pour les appareils de recherche Google en fin de vie afin de maintenir et d'améliorer la recherche en ligne sur le Web.

Pour continuer d'appuyer ces travaux, nous déployons les activités suivantes :

- étendre la réalisation en code source libre de systèmes de gestion des médias et de planification des activités en partenariat avec la fonction publique du gouvernement de l'Alberta;
- travailler à la mise en œuvre d'outils de gestion des relations avec la clientèle (GRAC) et de gestion des ressources numériques (GRN) pour mieux faciliter le travail de communication lié à la COVID-19 et au-delà;
- continuer de mobiliser les citoyens en ligne afin qu'ils donnent leurs avis, commentaires et suggestions en ce qui concerne le programme, les politiques et les services qui les touchent; explorer de nouveaux outils et de



nouvelles possibilités pour étendre la façon dont les citoyens donnent leurs avis, commentaires et suggestions de manière plus interactive, enrichie et constructive;

- accroître la capacité des ministères et du personnel de programme à adopter une approche centrée sur la personne, de la conception et la prestation de services aux Britanno-Colombiens, par voie de la formation en conception de services et de la surveillance connexe;
- apporter des changements concrets à la conception et à la prestation des services gouvernementaux afin de répondre aux besoins de leurs citoyens et du personnel du gouvernement. Dans le cadre de ce travail, les équipes ministérielles œuvreront en partenariat avec l'expérience numérique du gouvernement (Government Digital Experience [GDX]) afin de mettre en lumière les besoins et défis et de dégager et mettre à l'essai des possibilités d'amélioration des services;
- créer un système de conception pangouvernemental (bibliothèque de codes et modèles de conception) pour favoriser l'uniformité et la facilité d'utilisation dans l'ensemble des services gouvernementaux numériques;
- définir et établir des principes de conception, des normes et un manuel de service fournissant une orientation en vue de la conception et de l'élaboration de services numériques, y compris l'ACS+, la conception inclusive et la réconciliation;
- engagement continu afin de diriger l'organisation dans la recherche, la conception et la mise en œuvre de l'accessibilité numérique à l'intention des citoyens handicapés.

<b>BC Developers' Exchange          (le Central des          développeurs de la C.-B.)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Central des développeurs de la Colombie-Britannique continue d'aider les secteurs d'activité du gouvernement à adopter des approches modernes de travail et d'utilisation de la technologie pour offrir d'excellents services. La demande pour ces services a augmenté en raison de la COVID-19, mais le modèle de prestation est passé en ligne. Les services comprennent une formation en ligne sur la direction numérique, ainsi que des visites virtuelles qui démontrent des façons modernes de travailler. (Les participants comprennent des dirigeants du gouvernement de la Colombie-Britannique, des fonctionnaires qui travaillent en région et n'étaient pas en mesure d'assister à ces visites auparavant, ainsi que des parties externes provenant d'autres provinces [p. ex. DPI du secteur de l'économie en Alberta].)</li> <li>Aucune nouvelle équipe de produits n'a rejoint le laboratoire Exchange depuis le début de la pandémie. On a redirigé les ressources vers la réponse numérique à la COVID-19 (voir Unité d'intervention numérique ci-dessous).</li> </ul>	<b>Rumon Carter</b>
<b>Investissement en          technologie numérique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Digital Investment Office (office de l'investissement en technologie numérique) de la Colombie-Britannique accélère les efforts visant à lancer un nouveau modèle d'investissement en technologie numérique fondé sur une vaste approche de conception de services lancée au printemps 2020. Un nouveau modèle que nous avons conçu conjointement avec les utilisateurs modernisera le mode de financement de la technologie afin de rendre la recherche d'initiatives numériques prioritaires plus rapide, souple et compatible avec les méthodologies agiles, et permettra d'assurer une meilleure harmonisation et une plus grande valeur à l'écosystème.</li> </ul>	<b>Yongmei Chen</b>
<b>Unité d'intervention          numérique – COVID-19</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pendant les semaines qui ont suivi le début de la pandémie de la COVID-19 en Colombie-Britannique, la province a mis sur pied une unité d'intervention numérique inter-organismes dans le but de trouver rapidement des solutions pour répondre aux besoins numériques découlant de la COVID-19. Les points</li> </ul>	<b>Rumon Carter</b>

	<p>saillants comprenaient la réalisation rapide de certains des services numériques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Services de contrôle des voyageurs, travailleurs agricoles et ouvriers en sylviculture qui reviennent à la frontière, afin de s'assurer qu'ils disposent du soutien approprié pour s'isoler. Le code source libre pour ces services est réutilisé à l'heure actuelle en Alberta et en Nouvelle-Écosse.</li> <li>○ Un nouveau service destiné à aider les employeurs et employés à demander des écarts dans les périodes maximales d'indemnisation de départ, ce qui a permis d'éviter la cessation d'emploi le 31 août de près de 300 000 travailleurs de la Colombie-Britannique mis à pied.</li> <li>○ Un nouveau service visant à aider les consommateurs à avoir confiance en leur sécurité lorsqu'ils fréquentent des entreprises de la Colombie-Britannique.</li> <li>○ Un nouveau service permettant d'obtenir, de vendre et de distribuer de l'équipement de protection individuelle à des fins sanitaires et autres.</li> </ul>	
<b>Carrefour d'approvisionnement</b>	<p>En réponse rapide à la pandémie du COVID-19, la province s'est associée à une entreprise de technologie située en Colombie-Britannique et à BC Digital Technology Supercluster (la supergrappe des technologies numériques de la Colombie-Britannique) pour mettre sur pied un service visant à obtenir, à vendre et à distribuer de l'équipement de protection individuelle à l'intention de la Provincial Health Services Authority (régie des services de santé provinciale) ainsi que de fournisseurs de services non reliés à la santé.</p>	<b>Rumon Carter</b>
<b>Services d'informatique en nuage du gouvernement de la C.-B.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• On a adopté les modifications législatives apportées à la <i>BC Freedom of Information and Protection of Privacy ACT</i> (FOIPPA) (loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée) le 31 octobre 2019 dans le but de clarifier quand et comment certains types d'activités associés à la divulgation de renseignements personnels et de systèmes d'information peuvent être admissibles. La modification de l'alinéa 33.1p) a pour effet de rendre une gamme plus étendue de services d'informatique en nuage potentiellement accessibles aux organismes publics de la Colombie-Britannique.</li> </ul>	<b>Gen Lambert</b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'entente d'affaires et de services du gouvernement avec Microsoft a fait l'objet de modifications en avril 2020 afin qu'elle s'harmonise avec les modifications apportées à la FOIPPA et qu'on supprime les restrictions liées à l'utilisation des renseignements personnels dans les services d'informatique en nuage.</li> <li>• Un plan multipartite est en cours de mise à exécution afin de permettre la gestion et l'adoption des services d'informatique en nuage au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique. Veuillez consulter la section sur les priorités ci-dessous pour obtenir de plus amples détails.</li> </ul>	
<p><b>2. Priorités :</b>          Décrivez brièvement ce que votre organisation considère comme ses <b>principales priorités et initiatives en matière de TI et de GI au cours des 12 à 36 prochains mois.</b></p> <p><i>Le CDPISP s'intéresse particulièrement aux renseignements relatifs aux administrations dans les domaines suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Gouvernement numérique</b></li> <li>• <b>Cybersécurité</b></li> <li>• <b>Gestion des talents</b></li> </ul>		
<b>Gestion des services</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer de transformer la gestion des services de TI du BDPI et du gouvernement afin d'assurer une expérience client supérieure et de contribuer au succès des programmes gouvernementaux. Cette initiative est en cours de réalisation par l'entremise de la transformation du fonctionnement des services de TI du BDPI, y compris la mise en œuvre de ServiceNow à titre d'outil habilitant. Le BDPI permettra une intégration accrue à l'échelle des services de TI</li> </ul>	<b>Terry Whitney</b>

	<p>(et d'autres services) du gouvernement, l'automatisation et le libre-service afin d'améliorer l'expérience client et de simplifier la prestation des services.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en œuvre les autres services sur la plateforme ServiceNow pour simplifier l'intégration et le transfert des employés et des entrepreneurs.</li> <li>• Mettre en œuvre un catalogue de services pour refléter le nouveau portefeuille de services, en présentant une vision axée sur le client des services de la division des services d'entreprise du BDPI.</li> </ul>	
<b>Sécurité de l'information</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Terminer la correction de la vérification de la gestion des comptes de répertoire interne prévue cette année.</li> <li>• Mettre en œuvre l'authentification multifactorielle pour l'accès aux systèmes clés.</li> <li>• Corriger les constats de la vérification de la gestion des biens lorsqu'elle sera publiée cette année.</li> <li>• Mettre en valeur et appuyer l'adoption responsable de l'informatique en nuage par l'achèvement des artefacts et de la formation sur la sécurité de l'informatique en nuage.</li> <li>• Peaufiner les politiques et normes clés associées à la sécurité grâce à une réorganisation, rationalisation, simplification et réduction.</li> <li>• Examiner et modifier le comportement des utilisateurs grâce à d'autres campagnes d'hameçonnage et à une analyse détaillée des stimuli et des réponses.</li> <li>• Mettre à jour la politique sur les certificats afin de préserver la conformité aux exigences en matière de certification croisée des certificats numériques du gouvernement fédéral.</li> <li>• Mettre en valeur les mécanismes d'approvisionnement récemment mis à jour pour veiller à ce que les organisations du secteur public de la province aient accès à des ressources et services de sécurité qualifiés.</li> </ul>	<b>Gary Perkins/Carol Prest</b>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Colombie-Britannique travaille avec le gouvernement fédéral, d'autres provinces et des institutions financières afin de faire l'essai d'une démarche visant à tirer parti des justificatifs d'identité numériques afin de prouver l'identité et de permettre les transactions numériques dans l'économie. Cela s'ajoute au travail déjà en cours en Colombie-Britannique.</li> </ul>	
<b>Guide des politiques et des procédures de base, chapitre 12</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le BDPI est responsable de la politique pangouvernementale sur la gestion de l'information et la technologie de l'information (GI-TI). Cela comprend le contenu trouvé dans le chapitre 12 du Guide des politiques et des procédures de base (CPPM) : Gestion de l'information et gestion de la technologie de l'information</li> <li>Le Bureau du contrôleur général (BCG) administre le CPPM, qui établit la politique financière et de gestion pangouvernementale de la province. L'autorité de régie du CPPM repose dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> (LGFP). Le Conseil du Trésor doit absolument approuver toutes les modifications apportées au CPPM.</li> <li>La version actuelle du chapitre 12 a été publiée vers 2006 et ne reflète pas les pratiques actuelles. Également très prescriptif, le chapitre n'énonce pas clairement les responsabilités de haut niveau en matière de GI-TI. La politique pangouvernementale en matière de GI-TI est actuellement incohérente et difficile à suivre, et bon nombre de ces problèmes et questions commencent à l'échelon du CPPM.</li> <li>En mai 2019, le BDPI a mis sur pied une équipe agile pour diriger les efforts de modernisation du paysage des politiques pangouvernementales en matière de GI et de TI. L'un des composants clés de ce cadre de politique sur le numérique est un nouveau chapitre 12 simplifié.</li> <li>Une ébauche du chapitre 12 à jour, élaborée conjointement avec un large éventail de parties prenantes, a été terminée au printemps 2020. Le BDPI collabore étroitement avec le BCG pour faire approuver le nouveau chapitre 12 par le CT.</li> </ul>	<b>Joel Fairbairn</b>
<b>Politique en matière de gestion de données</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La nouvelle politique de gestion de l'information gouvernementale (PGIG) de la Colombie-Britannique a permis de combler les lacunes de la politique sur la GI et s'applique à la gestion des données à un niveau élevé. Toutefois, il subsiste des lacunes en matière de gestion de données, et des considérations spéciales en</li> </ul>	<b>Joel Fairbairn</b>

	<p>matière de politique s'associent à la gestion des données, ce qui explique pourquoi le BDPI dirige l'élaboration conjointe d'une nouvelle politique pangouvernementale sur la gestion des données.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La politique sur la gestion des données aidera les ministères à maximiser les possibilités de partage des données et à gérer les données de façon plus uniforme.</li> <li>• La politique sur la gestion des données sera élaborée conjointement selon des principes souples, et ce travail se liera étroitement à l'élaboration conjointe de la politique sur le gouvernement ouvert (voir ci-dessous). On s'attend à ce que la nouvelle politique soit être prête au printemps 2021.</li> </ul>	
Politique en matière de gouvernement ouvert	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bon nombre des lacunes de politique associées aux données de la Colombie-Britannique ont trait au gouvernement ouvert.</li> <li>• La province dispose d'une politique sur l'information ouverte et les données ouvertes, mais cette politique :           <ul style="list-style-type: none"> <li>○ n'a pas été mise à jour depuis sa publication en 2011 et ne reflète donc pas les pratiques actuelles;</li> <li>○ n'englobe pas les solutions de source ouverte ou le dialogue ouvert (mobilisation);</li> <li>○ mélange l'orientation politique avec les énoncés de politique, les procédures opérationnelles, et les conseils et directives.</li> </ul> </li> <li>• Une équipe de politiques souple du BDPI dirige l'élaboration conjointe d'une nouvelle politique de gouvernement ouvert. On s'attend à ce que cette politique pangouvernementale stratégique de haut niveau soit prête pour le printemps 2021.           <ul style="list-style-type: none"> <li>• La nouvelle politique sur le gouvernement ouvert fera fond sur les nouveaux principes numériques et d'autres politiques pangouvernementales en rationalisant les exigences de haut niveau existantes concernant l'information ouverte et les données ouvertes et en établissant de nouvelles exigences reliées au travail ouvert et aux solutions de source ouverte.</li> </ul> </li> </ul>	Joel Fairbairn

<b>Technologies éthiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le gouvernement de la Colombie-Britannique reconnaît que l’adoption de systèmes d’intelligence artificielle (IA) peut profiter à la fonction publique de nombreuses façons. Par exemple, l’IA a le potentiel d’accroître l’efficacité des processus, d’appuyer la prise de décisions et, en fin de compte, d’améliorer la prestation de services.</li> <li>• Toutefois, l’adoption de l’IA soulève également des préoccupations d’ordre éthique, notamment le biais algorithmique et de données, ainsi que les risques pour la protection des renseignements personnels, la transparence, la responsabilisation et l’équité.</li> <li>• Le gouvernement de la C.-B. commence à adopter des systèmes d’IA de base, et on s’attend à ce que leur adoption et leur mise en pratique augmentent au cours des prochaines années.</li> <li>• Le secteur des technologies de l’IA de la Colombie-Britannique est en pleine croissance et vise à devenir un chef de file mondial.</li> <li>• À l’heure actuelle, il n’existe aucune politique ou orientation et aucun outil qui établit ou prescrit une approche éthique uniforme en vue de l’adoption de l’IA au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique.</li> <li>• Une équipe de politiques agile du BDPI dirige la collaboration dans le cadre de l’élaboration conjointe d’un instrument de politique (p. ex. norme, cadre) donnant une orientation claire pour une approche éthique de l’utilisation de l’IA au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique.</li> <li>• L’élaboration de l’instrument de politique régissant l’IA pour la C.-B. se fera en collaboration avec divers intervenants, y compris le secteur des affaires et le milieu universitaire, et s’associera aux travaux sur la politique de gouvernement ouvert et la politique de gestion des données (voir ci-dessus).</li> </ul>	<b>Joel Fairbairn</b>
<b>Justificatifs d’identité numériques : Carte de services de la Colombie-Britannique (BC Services)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuer d’évoluer et d’innover dans l’espace de l’identité numérique, en maximisant les occasions d’utiliser de nouveaux outils, technologies et méthodologies pour appuyer l’utilisation améliorée et élargie de l’identité numérique au sein du gouvernement numérique. Par exemple, intégrer et appuyer la démonstration de faisabilité du Digital Identification and</li> </ul>	<b>Sophia Howse</b>

	<p>Authentication Council of Canada (DIACC) (conseil d'identification et d'authentification numérique du Canada).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Continuer de faire évoluer la carte BC Services à titre de justificatif d'identité de choix et de source d'identité numérique au sein du gouvernement numérique.           <ul style="list-style-type: none"> <li>Accroître l'utilisation de la carte BC Services pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et à venir en matière d'identité numérique de nos clients et des résidents de la C.-B., en continuant de réaliser et d'enrichir des fonctionnalités mobiles sécurisées comme Verify by Video (vérification par vidéo).</li> <li>Travailler avec les adopteurs précoces du secteur public élargi pour étendre la composante libre-service autorisée et permettre la mise en production de ses applications d'environnement d'essai à l'aide de la carte BC Services à titre d'identité numérique émise par le gouvernement.</li> </ul> </li> </ul>	
<p><b>Services numériques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Poursuivre les travaux par l'entremise de l'expérience numérique du gouvernement (GDX) de la C.-B. pour améliorer l'expérience des utilisateurs des sites Web du gouvernement, notamment en continuant d'utiliser des processus de conception axée sur la personne à l'échelle du gouvernement et en créant le système de conception pour la C.-B.; en mettant à jour notre politique sur les communications et la participation du public (Guide des politiques et des procédures de base, chapitre 22) pour aider les ministères à comprendre ce qu'ils doivent faire pour contribuer au succès des services numériques personnalisés; en continuant de renforcer les capacités des équipes de prestation de services et d'amélioration du contenu à l'échelle du gouvernement. Recherche ayant pour but de remplacer l'outil d'analyse qualitative afin de soutenir nos engagements publics.</li> </ul>	<p><b>Jaimie Boyd/ David Hume</b></p>

<b>Modèle opérationnel numérique/GI-TI</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Conseil du Trésor de la C.-B. a demandé au DPI du gouvernement d'explorer les possibilités d'améliorer l'approche en matière de gouvernance, de gestion du rendement, de collaboration, de transparence, et de renforcement des capacités, et de réduire toutes répétitions inutiles de travaux. La mise en œuvre prendra de 1 à 3 ans.</li> </ul>	<b>Hayden Lansdell</b>
<b>Code de pratique technologique (CPT)</b>	En faisant fond sur cet élan des Principes numériques de la Colombie-Britannique, la province continuera de peaufiner la définition de « l'aspect de ce qui est désirable » par le lancement d'un code de pratique technologique (CPT) régissant tous les produits numériques créés pour la province (prévu pour l'automne 2020). Une équipe de soutien numérique nouvellement formée utilisera le CPT afin d'évaluer les demandes de financement et d'assurer l'harmonisation avec l'orientation stratégique du gouvernement numérique moderne.	<b>Rumon Carter</b>
<b>Modernisation du financement numérique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>À la suite d'un rapport d'une tierce partie sur une défaillance majeure de la TI en Colombie-Britannique, et des directives du Conseil du Trésor, la Colombie-Britannique est en voie de réformer le modèle d'investissement en technologie numérique en 2020 (tel que le décrit le Digital Investment Office [l'office de l'investissement en technologie numérique]).</li> </ul> <p>Parmi les éléments clés de l'approche modernisée, citons une nouvelle exigence du Conseil du Trésor pour l'approbation, du point de vue de l'architecture intégrée, de toutes les dépenses d'immobilisations et de fonctionnement dans l'espace numérique. Le lancement de cet élément clé est prévu pour le troisième trimestre de 2020-2021.</p>	<b>Jaimie Boyd</b>
<b>Modernisation du gouvernement</b>	Ce travail s'appuie sur l'élan insufflé par la réponse numérique à la COVID-19 afin de proposer une voie à suivre pour une modernisation rapide des services gouvernementaux, en commençant par les secteurs de la justice et de la santé.	<b>Hayden Lansdell</b>
<b>Cadre numérique – mis à jour pour la version 2.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Bureau du dirigeant principal de l'information (BDPI) du gouvernement de la Colombie-Britannique dirige les efforts visant à faire progresser le changement numérique à l'échelle du gouvernement. Les travaux récents étaient axés sur l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre du cadre numérique de la Colombie-Britannique. Le cadre numérique représente un investissement d'importance dans l'accélération de la transition vers un gouvernement</li> </ul>	<b>Jaimie Boyd</b>

	<p>numérique, appuyant ainsi la fonction publique de la Colombie-Britannique dans l'adoption progressive d'outils et de pratiques numériques.</p> <p>Le nouveau cadre numérique de la Colombie-Britannique a été lancé à l'interne au printemps 2019. On prévoit la publication d'une mise à jour de ce cadre sur le site Web <a href="https://digital.gov.bc.ca">digital.gov.bc.ca</a> à l'automne 2020.</p>	
<b><u>Académie numérique</u></b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le programme d'études ou de perfectionnement de l'Académie du numérique offre aux employés des ressources d'apprentissage, des vidéos, des cours, des séminaires et des événements sur des sujets comme le numérique, les données, les méthodologies agiles, la pensée conceptuelle et le processus de développement et d'exploitation (DevOps). Dans le but de renforcer la capacité numérique et les données de la fonction publique, l'Académie du numérique s'associe à l'organisme des RH du gouvernement de la Colombie-Britannique pour offrir également des démarches de gestion des talents numériques, comme les profils d'emploi en science des données, un cadre de compétences en savoir-faire en matière de données et une formation en direction numérique – tous dans le but commun d'aider la Colombie-Britannique à attirer, à perfectionner et à maintenir en poste la main-d'œuvre compétente sur le plan numérique dont elle a besoin pour offrir les services auxquels les citoyens attachent de la valeur.</li> </ul>	<b>Kathleen Assaf</b>
<b>Cadre d'hébergement et de réalisation d'applications</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'objectif global du cadre d'hébergement et de développement d'applications consiste à fournir un plan visant à moderniser et à améliorer les approches et outils pangouvernementaux destinés à l'hébergement, à la gestion d'applications et à la prestation de services. Le résultat attendu de ces travaux est que les ministères seront en mesure d'accéder facilement aux services de TI et de s'approvisionner, tant sur place que dans le nuage, et qu'il y aura une voie claire pour la gestion des anciennes applications. On s'attend à ce que cette approche permette de moderniser la prestation des services et de rehausser la durabilité. Le cadre comportera une stratégie décrivant a) l'harmonisation; b) le contexte; c) les principes; d) l'avis d'orientation; et e) les prochaines étapes recommandées.</li> </ul>	<b>Mac Campbell</b>





<b>Services d'informatique en nuage du gouvernement de la C.-B.</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un plan multipartite est en cours afin de permettre la gestion et l'adoption des services d'informatique en nuage au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique.</li> <li>• Dans le cadre de ce plan, le BDPI élabore un service d'informatique en nuage géré qui permettra aux ministères d'avoir accès à l'informatique et au stockage en nuage publics.</li> <li>• Le gouvernement de la C.-B. a l'intention d'intégrer le courtage de services infonuagiques du gouvernement du Canada afin de profiter du travail effectué au niveau fédéral pour négocier des modalités avec les fournisseurs de services d'informatique en nuage.</li> <li>• Des mesures techniques de sécurité sont en cours d'élaboration afin d'automatiser la conformité en matière de protection des renseignements personnels et de sécurité et de faciliter l'intégration à l'informatique et au stockage en nuage publics.</li> <li>• On élaborera des processus visant à aider les ministères à intégrer les applications fondées sur les logiciels-services en nuage.</li> </ul>	<b>Geneviève Lambert</b>
<b>3. Défis et besoins :</b> Décrivez brièvement tous problèmes et enjeux que vous souhaitez partager auprès du Conseil et l'aide que vous aimeriez obtenir de la part du CDPISP.		
<b>Sécurité de l'information</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la mobilisation maximale des administrations au sein des groupes de travail pertinents, comme le SNDPI, afin d'assurer la représentation aux réunions et ateliers en personne (auparavant).</li> <li>• Permettre l'adoption responsable de l'informatique en nuage au Canada.</li> </ul>	<b>Gary Perkins</b>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Toutes les administrations à l'échelle nationale mettront à profit l'évaluation de la sécurité des fournisseurs d'informatique en nuage effectuée par le gouvernement fédéral (p. ex. le GC et/ou le SCT).</li> <li>• Examiner la viabilité des approvisionnements conjoints pour les services communs.</li> <li>• Mettre en place une plateforme WebCheck (vérification dans le Web) nationale commune pour repérer les vulnérabilités dans les sites Web.</li> </ul>	
<b>Justificatif d'identité de citoyen : Carte de services de la Colombie-Britannique (BC Services)</b>	Poursuivre la collaboration entre le DIACC et le SCGI pour établir un seul CCP qui représente les secteurs public et privé.	<b>Sophia Howse</b>
<b>4. Sujets d'intérêt :</b> Veuillez <b>cerner des sujets d'intérêt</b> pour votre administration en prévision des prochaines réunions et téléconférences du CDPISP.		
<b>Sécurité de l'information</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Étudier des façons novatrices de lutter contre les cybermenaces du point de vue de l'ensemble du Canada plutôt que de créer des chevauchements à cause du travail en cloisonnement.</li> <li>• Encourager les établissements d'enseignement postsecondaire (surtout les universités) à offrir des programmes d'études et des diplômes supplémentaires en cybersécurité.</li> <li>• Créer une approche nationale de perfectionnement et de maintien en poste des meilleurs talents en sécurité.</li> <li>• Établir une stratégie pour les administrations afin qu'elles tirent parti du nouveau Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS) fédéral.</li> </ul>	<b>Gary Perkins</b>

<b>Éthique de la technologie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Approches éthiques pour l'utilisation de la technologie, y compris l'IA, dans le secteur public.</li> </ul>	<b>Joel Fairbairn</b>
<b>Justificatifs d'identité :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Application de méthodologies agiles pour créer une expérience de service simple et homogène pour les entreprises. Le résultat global est une grande efficacité organisationnelle et opérationnelle, ainsi qu'une meilleure expérience pour les citoyens, y compris une relation améliorée entre le gouvernement et les citoyens qui tire parti de la démarche suivante :</li> <li>Vérification du réseau de l'organisation – Permettre aux organisations, personnes et affiliations vérifiées d'obtenir des renseignements fiables sur l'identité numérique par voie d'un réseau d'organisations vérifié, au moyen de technologies de registres distribués, y compris la chaîne de blocs, afin que les entreprises bénéficient d'une expérience de service améliorée, mais sécurisée. Le travail de démonstration de faisabilité amorcé pour les services habilités en chaîne de blocs a fait l'objet d'un pré-lancement à l'hiver 2018 par l'entremise d'OrgBook BC. D'autres travaux exigent de renforcer les capacités d'enrichissement de l'identité numérique et d'intégration de nouveaux partenaires. Orgbook BC affiche les justificatifs d'identité émis par le registre pangouvernemental, et en 2019, a ajouté les licences pour la vente au détail de cannabis. À mesure que le nombre de partenaires intégrés augmentera, les entreprises seront mieux en mesure de broser, d'un seul endroit, un portrait plus complet de leurs titres de compétences aux entités qui les exigent, comme les banques ou les organismes de réglementation.</li> <li>Amélioration continue : Travailler de concert avec le bureau du BDPI afin de créer un environnement opérationnel itératif pour créer une organisation gouvernementale intégrant l'amélioration continue, et implanter cet environnement dans l'ensemble du gouvernement. Le laboratoire Exchange de la C.-B. sert d'incubateur pour les équipes agiles qui cherchent à trouver des solutions aux problèmes du gouvernement. Lorsque le travail en laboratoire est</li> </ul>	<b>Carol Prest</b>

	<p>terminé, ces équipes se retrouvent isolées de façon culturelle, car les équipes d'attache ont du mal à les assimiler. Les responsables des registres explorent des options pour transformer une organisation d'attache en une organisation d'apprentissage qui intègre les principes agiles au-delà de la réalisation de logiciels afin que la culture agile et itérative gagne tous les secteurs de l'organisation.</p>	
<p><b>Intervention en réponse à la COVID-19</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partager les leçons apprises dans l'espace du gouvernement numérique et de la GI-TI dans le sillage de la COVID-19. Cela comprend les outils de collaboration, l'intervention rapide, le partage de code source libre, la prestation de services numériques, la sécurité, etc.</li> </ul>	<p><b>Hayden Lansdell</b></p>